# Sur la première réunion du CPN (direction du NPA) les 7-8 mars

Lors de sa première réunion nationale, les 7-8 mars, le CPN (Conseil Politique National, direction du NPA) a pris des décisions sur des questions indispensables, comme le lancement de la presse du parti (journal hebdomadaire et revue mensuelle), la mise en place des commissions thématiques, l'élection de l'exécutif (contrairement à celui qui avait été provisoirement désigné à l'issue du congrès) et la grille des cotisations.

Il faut d'ailleurs regretter que celles-ci soient très faibles (entre 1 et 3% des revenus, selon les tranches) et puissent être réglées non seulement par mois, mais aussi par trimestre ou même par année : elles sont plus typiques d'un parti d'adhérents (de type social-démocrate) que d'un parti de militants qui se réunissent régulièrement et sont prêts à consentir à de véritables efforts financiers pour construire un parti anticapitaliste cohérent et conséquent. Les conséquences concrètes n'ont pas tardé à se faire sentir : lors de la réunion nationale Éducation Nationale, secteur numériquement le plus important du parti (environ 20% des adhérents), les responsables ont expliqué que, faute de moyens, le comité d'animation de la commission (10 à 15 personnes), risquait de devoir être exclusivement parisien !

D'autre part, il n'est pas normal que le CPN ait décidé de reporter à juin la conférence nationale jeunes qui était prévue pour les 21-22 mars et devait permettre, conformément à une décision du congrès, le véritable lancement du secteur jeunes autonome ; cela revient à entraver la mise en place de ce secteur, au moment même où la grève des étudiants le rend particulièrement crucial. D'ailleurs, le fait que cette décision de report ait été prise par 45 voix pour, 19 contre, 89 abstentions et 16 NPPV prouve combien la question a été mal posée et la discussion bâclée.

## Priorité donnée non à l'orientation dans les luttes… mais aux élections européennes !

Mais c'est plus encore dans la détermination concrète de l'orientation politique, dans une situation marquée, depuis le congrès, par la grève générale antillaise, la grève illimitée de l'enseignement supérieur et la montée de la colère ouvrière et populaire, que la première réunion du CPN n'a pas été à la hauteur de ses tâches.

En effet, les principales discussions et décisions concrètes du CPN pour l'orientation politique du parti ont été consacrées à la préparation des élections européennes, dont l'intérêt est pourtant rendu tout à fait secondaire par le développement de la lutte de classe, car la situation objective met à l'ordre du jour le combat pour la grève générale, qui devrait donc être le centre de la discussion et de l'activité du parti. De plus, le CPN

a décidé de s'allier avec les Alternatifs (ou une partie d'entre eux) et de leur donner même une tête de liste, alors que ce petit parti réformiste n'est guère moins institutionnel que le PCF ou le PG, participant notamment à l'exécutif d'un certain nombre de municipalités avec… le PS : cela brouille manifestement la position du NPA, centrée sur l'indépendance à l'égard du PS et des institutions.

Si les décisions sur les élections ont été discutées de façon précise et concrète, la résolution politique proposée par l'exécutif sortant n'a même pas été votée formellement, mais discutée surtout en commission, expédiée en plénière et adoptée (par 148 voix pour, 12 contre et 9 abstentions) seulement comme « base » pour une version définitive qui sera élaborée par le nouveau Comité exécutif ! Autrement dit, au lieu de permettre la clarification politique par une discussion approfondie, des amendements, voire des résolutions alternatives et des votes le cas échéant contradictoires, le CPN a été en quelque sorte démis de son rôle de direction du parti, empêché de se prononcer de façon précise et circonstanciée sur l'orientation !

## Disparition de l'objectif de la grève générale

Ici comme ailleurs, la forme rejoint le fond : la résolution politique proposée au CPN se caractérise par une volonté manifeste de contourner la question principale du moment, celle de la grève générale. Alors que, pendant la grève générale antillaise, les tracts nationaux du NPA expliquaient à juste titre (malgré leur manque de propositions concrètes) qu'il fallait suivre cette voie et, *« sans attendre le lointain 19 mars (…), préparer la grève générale ici et dès maintenant »* (tract du 23/02), la résolution proposée au CPN n'évoque même plus la question de la grève générale, à laquelle elle substitue une analyse en termes de bien vagues *« possibilités d'aller vers une généralisation des luttes ».*

Tout en faisant un éloge sans nuances de la direction du LKP et de ces méthodes (qui constituent certes un point d'appui pratique ici tant elles contrastent avec celles des directions syndicales de l'État colonialiste français de plus en plus intégrées, mais dont il aurait pourtant aussi fallu analyser les limites réformistes), la résolution n'en tire pas comme conclusion qu'il faudrait mettre en œuvre ces méthodes, celle du front unique ouvrier et de la grève générale avec piquets, ici et maintenant. Ainsi ne propose-t-elle pas une plate-forme revendicative claire pour la lutte de classe immédiate contre Sarkozy et le patronat. Au lieu de cela, elle se concentre presque exclusivement sur des mots d'ordre ne pouvant avoir à ce stade qu'une fonction propagandiste comme *« l'interdiction pure et simple des licenciements dans toutes les entreprises, qu'elles réalisent ou non des bénéfices »* et *« la nationalisation de tout le secteur bancaire sous le contrôle des salariés et de la population »* ; et, sur ce terrain, elle n'explique même pas que ces mots d'ordre ne peuvent être réalisés que par un gouvernement des travailleurs, supposant non seulement une grève générale, mais une situation révolutionnaire ! Leur mise en avant aujourd'hui n'a donc de sens qu'en relation avec la

défense explicite d'un tel objectif (cf. ci-dessous l'article de Nina Pradier sur la proposition du POI). Mais, pour la lutte de classe immédiate, elle doit impérativement être combinée aux mots d'ordre concrets qui seuls permettront de déborder les directions syndicales ici et maintenant, d'imposer dans les plus brefs délais la convergence des luttes, le front unique ouvrier et la grève générale : zéro licenciement, zéro fermeture d'entreprise, répartition des heures de travail entre tous, retrait de toutes les contre-réformes du gouvernement, régularisation de tous les sans-papiers, etc.

## Grave insuffisance de la critique des directions syndicales

Quant aux propositions concrètes pour un plan d'action immédiat, la résolution proposée au CPN critique certes la tactique des *« journées d'action espacées »* des directions syndicales, en soulignant à juste titre qu'*« un grand nombre de salariés et de syndicalistes en désaccord avec les directions syndicales »* partagent cette critique. Mais elle ne centre pas pour autant le combat politique contre les directions syndicales, elle n'exige pas qu'elles rompent leurs « concertations » avec le gouvernement, ni qu'elles préparent et appellent dans les plus brefs délais à la grève générale. Autrement dit, elle ne désigne pas aux travailleurs l'obstacle politique principal au développement de leurs luttes jusqu'à la grève générale. Et elle empêche tout particulièrement l'impulsion d'une véritable activité oppositionnelle des militants du NPA dans les syndicats, alors qu'ils y sont nombreux, à tous les niveaux.

La résolution proposée au CPN affirme seulement que *« l'idée d'un tous ensemble, avec un mot d'ordre clair de grève reconductible, est partagée »* largement, mais elle ne dit pas qui doit lancer ce mot d'ordre, ni comment imposer qu'il soit lancé. Et, en parlant de simple « grève reconductible », elle évite de nouveau sciemment la question cruciale de la grève générale ; car une « grève reconductible » dépend avant tout de la base, au niveau local, AG par AG, alors que la « grève générale » est une question politique nationale, qui pose immédiatement le problème des directions du mouvement ouvrier !

## Sans ligne politique claire du NPA, son appel à l'action ne saurait suffire

La résolution se termine en proposant de *« travailler à unir les efforts de tous ceux (structures syndicales, associatives, politiques, équipes militantes et salariés) qui veulent agir ensemble pour impulser des actions qui créent les conditions d'une généralisation des grèves ».* C'est juste, mais il faut là encore être beaucoup plus précis et concret : pour construire une telle unité agissante, il faut mettre en place partout des structures d'auto-organisation *ad hoc,* des comités qui préparent politiquement la

grève générale. En effet, la condition de celle-ci est non seulement une série d'« actions », mais aussi une orientation politique. Or la résolution proposée ne défend pas d'orientation politique immédiate claire : ses propositions finales sont insuffisantes, car purement activistes : elles reviennent à prétendre contourner les directions syndicales au lieu de les affronter, comme si le NPA était lui-même en position de diriger les travailleurs, comme si ce n'était pas les grandes centrales syndicales qui dirigeaient aujourd'hui la classe ouvrière organisée ! Bien évidemment, on ne peut qu'être d'accord avec la proposition *« d'impulser des luttes reconductibles partout où cela est possible », « de favoriser les rencontres et les actions en commun dans les entreprises en lutte, notamment celles qui sont en grève contre les licenciements »* et *« d'encourager partout les actions protestataires (du type samedi de la colère, actions contre la vie chère dans les supermarchés) ».* Mais cela ne saurait suffire : même si tous les militants du NPA s'y mettaient — ce qui supposerait une véritable direction politique nationale —, il n'en resterait pas moins que, dans la situation actuelle, les travailleurs continueraient de suivre prioritairement les directions syndicales : c'est pourquoi le combat politique contre l'orientation de celles-ci, pour aider les travailleurs à les en faire changer, à préparer et appeler à la grève générale, est incontournable et doit être central.

Corrélativement, le combat politique contre les organisations politiques qui soutiennent les principales directions syndicales et leur sont liées (PS, PCF, PG…) doit être sans ambiguïtés : la signature d'un nouveau texte commun avec ces partis début mars (comme cela avait été le cas fin janvier) est une décision inacceptable, car elle ne se fait pas sur la base d'un accord de front unique pour aller vers la grève générale, mais sur la base d'une orientation qui couvre les directions syndicales, centrée sur des « revendications » confuses (destinées à préparer les prochaines « concertations » avec le gouvernement) et sur la tactique des journées d'action sans perspective, que le NPA dénonce à juste titre par ailleurs.

## Absence d'orientation politique concrète même pour les luttes en cours

Non seulement la résolution politique présentée au CPN ne propose pas une orientation générale claire, combative et concrète, mais en outre elle réussit le tour de force de ne fixer aucune orientation précise pour l'intervention dans les luttes en cours. Pour la grève de l'enseignement supérieur, elle n'avance ni mots d'ordre, ni propositions pour l'action, ni critique des directions syndicales de l'Éducation qui, à tous les niveaux, font tout aujourd'hui pour empêcher la grève avec piquets et la généralisation de la maternelle à l'université. De même, la résolution proposée au CPN ne fait pas de propositions précises pour le combat absolument crucial contre les licenciements, qui commence à se développer de façon fragmentée sur le terrain (Fulmen à Auxerre, Continental à Clairoix, Sony à Pontonx-sur-l'Adour, STPM à Mantes-la-Jolie, etc.) : elle se borne à répéter quelques généralités vides, elle ne tire pas de leçons des premières

luttes, elle ne désigne pas les obstacles, elle ne propose pas de méthodes et d'initiatives pour développer et centraliser ces luttes. De même encore, elle ne propose rien pour l'importante grève reconductible engagée par les postiers dans le 92, touchant maintenant aussi le 91 ; or cette lutte a non seulement besoin d'un effort politique et financier de tout le NPA pour assurer son renforcement et son extension, mais possède une importance politique gravement négligée par la direction, car elle est contrôlée par la base et menée contre la volonté de toutes les directions syndicales nationales de La Poste (y compris celle de SUD) : elle doit donc être érigée en exemple pour les autres secteurs.

## Les tracts des 10 et 16 mars confirment le manque général de clarté et de fermeté dans la ligne du NPA

L'insuffisance et les graves ambiguïtés de la résolution présentée au CPN risquent donc de désarmer militants du NPA. De fait, le premier tract national sorti après cette réunion du CPN, daté du 10/03, devant donc servir à l'intervention des militants durant la semaine cruciale qui précède la grand journée d'action interprofessionnelle du 19/03, est aussi le premier, depuis des semaines, à ne pas fixer l'objectif de la grève générale ! Autrement dit, la désignation de l'objectif s'éloigne au fur et à mesure qu'on s'en approche ! De plus, comme d'habitude, il ne critique pas les directions syndicales, bien que cette critique soit (timidement) présente dans la résolution politique du CPN. Le point le plus juste concerne la proposition de *« faire converger toutes les forces, des collectifs unissant les organisations syndicales, les associations militantes, les partis politiques, toutes les équipes militantes et les salariés mobilisés »,* mais l'absence d'une orientation politique claire fait que cette proposition manque de contenu.

Fort heureusement, dans le tract suivant, paru le 16 mars, l'objectif d'un *« mouvement d'ensemble, une grève générale jusqu'à satisfaction »,* réapparaît dans le cadre d'une énumération des moyens mis en œuvre par la lutte exemplaire des travailleurs et des peuples de Guadeloupe et de Martinique, parmi lesquels sont également mentionnées *« une plate-forme revendicative claire »* et *« l'unité sur ces objectifs des organisations de la gauche syndicale, politique, associative et culturelle ».* En revanche, la proposition de collectifs unitaires disparaît !… De plus, l'idée juste selon laquelle il faut prendre exemple sur les moyens mis en œuvre en Guadeloupe et en Martinique ne débouche nullement sur des propositions concrètes pour la situation immédiate en France : le tract dit qu'il faut une plate-forme revendicative claire, mais n'en propose aucune ; il prône l'unité des organisations, mais ne dit pas comment faire pour y parvenir ; et, une fois de plus, il critique les *« journées d'action sans lendemain »,* mais ne dénonce pas les directions syndicales, comme si cette tactique n'avait pas de responsables — ce qui revient une fois de plus à ne pas désigner aux travailleurs l'obstacle principal qu'il s'agit de briser…

*Le fait que la discussion politique ait été bâclée lors du CPN et que la résolution n'ait pas été élaborée collectivement et par des votes conduit ainsi l'exécutif du NPA à opérer des zigzags hebdomadaires, au détriment de la clarté et de la fermeté de la ligne. Or cette clarté et cette fermeté, qui se concentrent aujourd'hui sur la préparation politique de la grève générale, donc sur le débordement des directions syndicales et réformistes du mouvement ouvrier, sont les conditions nécessaires pour que NPA puisse s'imposer dès sa naissance comme un parti immédiatement utile aux travailleurs, un parti de lutte de classe.*

**Ludovic Wolfgang**, le 18 mars 2009